

gouvernement du Canada l'a écartée dans ses négociations avec les provinces.

On me demandera, je le sais, ce qui en est. Les provinces devront donner leur assentiment, et dans ce cas, la question se trouvera réglée.

Une ou deux provinces ont acquiescé, et d'autres le feront sans doute. Nécessité n'a pas de loi. Mais ce n'est pas là la réponse définitive. Il ne s'agit pas de savoir si, en définitive, ce geste arbitraire réussira, mais quelle influence il aura sur l'importante question des relations futures entre le Dominion et les provinces. Il faut se demander quels seront les effets du recours à ce pouvoir de l'argent, à cette mesure arbitraire substituée à la consultation, au compromis et à l'entente.

Voilà, à mon avis, un autre exemple de ce que le premier ministre a appelé, dans la citation que j'ai déjà lue, la "mentalité de guerre" et qu'il a définie: "la mentalité particulière qui porte le parti ministériel à croire que tout doit être fait suivant la volonté autocratique du ministère et sans jamais tenir compte des vœux du parlement." Ces paroles du premier ministre pourront encore le condamner, étant donné que le pouvoir centralisé pose des actes arbitraires les uns après les autres.

La déclaration qu'a faite le ministre des Finances (M. Ilsley) vendredi dernier aura, ainsi qu'il l'a reconnu, une répercussion grave sur l'industrie des mines d'or. On ne saurait dire si certaines mines à minerai inférieur devront, comme d'aucuns le pensent, fermer leurs portes. Nous espérons qu'il n'en sera pas ainsi. En tout cas, les effets seront assez désastreux pour les portefeuillistes et plus encore pour les mineurs eux-mêmes.

N'oublions pas qu'en 1943, les mines de métaux au Canada comptaient 64,324 employés, touchant \$128,483,302 en salaires ou une moyenne de \$1,997, soit exactement \$2,000 moins \$3. Si nous voulons que nos mines d'or continuent de progresser, le Gouvernement devra prendre des mesures immédiates à cette fin. Certaines de ces mesures sont comprises dans les vœux que le comité du Sénat a formulés relativement à l'industrie minière en général et dont voici les principaux:

(1) remise d'une allocation d'épuisement de 50 p. 100 aux sociétés minières et aux actionnaires;

(2) abolition de l'impôt sur les excédents de bénéfices pour toute l'industrie minière.

En face de la gravité de la situation, j'exhorte le Gouvernement d'abord à donner suite à ces vœux du Sénat, dont il n'a jusqu'ici tenu aucun compte. Deuxièmement, à étudier attentivement les autres mesures à prendre pour assurer le maintien de cette industrie, dont l'importance dans notre économie ne saurait être exagérée,—surtout depuis 1929,—car presque toute notre production minière se vend à l'étranger.

Un mot maintenant de notre commerce étranger, et je termine.

Deux conditions étaient essentielles jusqu'ici à la prospérité du Canada:

(1) la liberté de vastes échanges entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni, et

(2) la faculté d'exporter, en quantités considérables, nos produits naturels au Royaume-Uni et à l'Europe occidentale.

C'est plus vrai aujourd'hui que jamais, mais il n'en reste pas moins que d'énormes influences tendent à créer une situation impossible en Europe occidentale. Nous savons qu'une grande partie de l'Europe occidentale, parce que dominée par la Russie, nous est en réalité inaccessible. Le reste de l'Allemagne est loin d'être dans une position solide. Dans certaines zones de l'Europe occidentale, il y a eu progrès encourageant, mais il peut devenir facile d'y mettre fin.

Et le Royaume-Uni, qui se trouve partie en Europe et partie dans l'hémisphère occidental? Il cherche, comme chaque fois après la victoire, à traiter l'ennemi avec décence, sagesse et esprit pratique, en s'inspirant tant de motifs humanitaires que de son intérêt bien compris. Il est le bastion de l'hémisphère occidental en temps de paix comme en temps de guerre. Il sert de rempart contre le communisme économique comme pendant la guerre contre le nazisme. Si le communisme s'étendait au reste de l'Europe, il est difficile de concevoir que l'économie de la Grande-Bretagne puisse survivre.

Si la Grande-Bretagne faillissait à la tâche, quel serait le sort du Canada et des Etats-Unis? Si le communisme réussissait à balayer l'occident, on peut bien supposer qu'il balayerait aussi l'orient, et l'Amérique serait réduite à l'isolement. S'imagine-t-on que l'Amérique du Sud constituerait un débouché suffisant pour assurer la prospérité de l'Amérique septentrionale? Avec quelle sincérité ne devons-nous pas dans ce cas souhaiter le succès de la Grande-Bretagne, et avec quel empressement ne devrions-nous pas jouer notre rôle?

Le premier objectif consistait de toute évidence à permettre à la Grande-Bretagne de revenir dans le plus court délai possible à ses relations économiques normales et surtout d'assurer la convertibilité du sterling. L'accord de Bretton-Woods, que nous avons approuvé en décembre dernier, était un pas dans cette voie et le prêt consenti par la Chambre il y a quelques semaines en était un autre. Un troisième, que nous désirons ardemment voir se produire d'un jour à l'autre est le prêt des Etats-Unis. Je ne saurais croire que l'obscurantisme imprévoyant puisse, dans ce grand pays, l'emporter sur la raison et l'esprit éclairé. Je ne conçois pas qu'on puisse entretenir le moindre doute sur les répercussions économiques néfastes